



## Conseil économique et social

Distr. : Générale  
28 juillet 2010

Français  
Original : Anglais

### Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique

#### Sixième session

Astana, 27 septembre-2 octobre 2010

(Point 2 de l'ordre du jour provisoire)

**Développement durable en Asie et dans le Pacifique :  
tendances, problèmes, opportunités et perspectives  
de politique générale**

### **Développement durable en Asie et dans le Pacifique : tendances, problèmes, opportunités et perspectives de politique générale**

#### Note du secrétariat

##### *Résumé*

Le présent document passe en revue les tendances, problèmes, opportunités et perspectives de politique générale dans le domaine du développement durable qui se sont fait jour depuis la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique de 2005. On y montre que a) l'instauration et le maintien de la croissance économique qui contribue à la réduction de la pauvreté ; b) la garantie d'un approvisionnement adéquat en ressources naturelles ; et c) les moyens à mettre en œuvre pour éviter les catastrophes écologiques, constituent des défis grandissants et convergents. Cette convergence a renforcé les risques et l'incertitude et fait apparaître la nécessité d'agir de toute urgence. En même temps, les investissements dans le capital naturel, les écotecnologies, l'énergie propre, les infrastructures durables et les emplois verts constituent des opportunités pour une croissance économique plus « verte » et la création d'emplois.

Les structures économiques doivent être radicalement changées. Les actions et initiatives graduelles ne suffiront pas. D'une part, il faut rendre les modes de production et de consommation des ressources beaucoup plus efficaces et, d'autre part, maintenir la productivité du travail en investissant dans le capital humain. La structure invisible de l'économie – cours des marchés, réglementations, modes de vie et technologie – doit refléter les coûts écologiques. Il faut renforcer l'éco-efficacité des infrastructures physiques – réseaux de transport, d'énergie et d'adduction d'eau, et bâtiments. Les gouvernements se doivent de prendre l'initiative et permettre au secteur privé de saisir les opportunités qui se présentent, et inciter les consommateurs à modifier leur style de vie sans compromettre pour autant la qualité de celle-ci.

La Conférence souhaitera peut-être discuter des questions et problèmes mis en évidence et donner des directives concernant le suivi.

## Table des matières

	Page
Introduction .....	2
I. Développement durable: tendances, problèmes et opportunités .....	3
A. Convergence des défis économiques sociaux et environnementaux.....	3
B. Contraintes sur l'offre de ressources et changements climatiques – forces favorisant la convergence.....	4
C. Incertitude et risques .....	5
D. Évolution de l'utilisation des ressources: tendances .....	7
E. Moyens permettant aux populations de profiter de l'utilisation des ressources.....	10
F. Adoption de la croissance verte – des opportunités pour les décideurs .....	13
II. Évolution des perspectives de politique générale et des priorités stratégiques....	16
A. Évolution des stratégies d'investissement et d'utilisation des ressources... ..	17
B. Développer l'adaptabilité: saisir les occasions offertes par les politiques comme base de la transformation et de l'adaptation aux changements environnementaux .....	17
C. Changements systémiques : tarification, incitations et investissements ; modes de production et de consommation, développement infrastructurel durable, gouvernance et élaboration des politiques adaptatives et sans exclusive.....	18
III. Conclusions.....	20

## Introduction

1. Le présent document vise à passer en revue les tendances, problèmes, opportunités et perspectives de politique générale dans le domaine du développement durable qui se sont fait jour depuis la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique de 2005.<sup>1</sup>

2. Il montre que les problèmes qui se posent dans les domaines de l'économie, des ressources et de l'environnement ont convergé et que cette convergence a affecté fortement les populations ainsi que les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Des populations plus nombreuses sont aujourd'hui plus vulnérables aux changements environnementaux qu'auparavant et de nouveaux risques ont aggravé cette vulnérabilité.

3. La convergence des problèmes exposés ci-dessus résulte de l'ampleur de la croissance économique et de l'adoption de modes de croissance qui ont fortement pesé sur l'environnement dont la capacité de résistance à l'échelle de la planète s'est trouvée dépassée. Les stocks de ressources naturelles déjà limités diminuent de plus en plus. Les perspectives de politique générale ont donc changé. Les stratégies de croissance économique misant sur une quantité illimitée de ressources ne sont donc plus viables économiquement, écologiquement ni socialement.

<sup>1</sup> D'après la publication ESCAP/ADB/UNEP "Green Growth, Resources and Resilience", à paraître.

4. Dans le même temps, de nouvelles possibilités commencent à modifier le paysage de l'économie, du marché et des politiques et ouvrent aux décideurs de la région de vastes perspectives pour repenser les stratégies de développement durable. Etant donné l'ampleur des défis à relever, il apparaît que l'approche de la croissance verte joue un rôle de plus en plus important dans la réalisation de l'objectif du développement durable, dans le renforcement de la compétitivité et de la capacité d'adaptation, et dans l'atténuation des risques. Des changements radicaux et systémiques (plutôt que graduels) tenant compte de cette nouvelle réalité économique, s'imposent. Il faut renforcer l'éco-efficacité de la croissance économique et accroître les investissements dans les capitaux humain et naturel.

5. Les stratégies de croissance verte doivent privilégier les investissements et les incitations décisionnelles, les mécanismes de tarification et de financement pour promouvoir l'éco-efficacité et la gestion durable des ressources naturelles. Il faut également cesser d'investir, tant quantitativement que qualitativement, dans l'utilisation inefficace des ressources et miser sur les capitaux humains et naturel et la gestion durable des ressources essentielles. Il sera absolument essentiel d'encourager les parties prenantes à effectuer cette transition et à s'adapter aux changements environnementaux, de leur faciliter la tâche à cet égard et de leur en donner les moyens.

6. Quels sont les tendances, les défis émergents et les opportunités qui se dessinent pour parvenir au développement durable? Que signifient-ils pour les décideurs? Comment la communauté internationale peut-elle mieux soutenir les Etats membres?

## **I. Développement durable: tendances, problèmes et opportunités**

### **A. Convergence des défis économiques sociaux et environnementaux**

7. En 2005, le secrétariat, dans son rapport sur l'état de l'environnement destiné à la cinquième Conférence ministérielle sur l'environnement en Asie et dans le Pacifique, notait que les taux de croissance économique de la région étaient parmi les plus élevés du monde. La plupart des pays de la région avaient enregistré des taux de croissance économique suffisamment élevés pour atteindre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement (OMD), consistant à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté (voir E/ESCAP/SO/MCED(05)/1)

8. Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté et celui des personnes sous-alimentées, autre indicateur-clé des OMD, avait été réduit de manière spectaculaire. Bien que le nombre de personnes n'ayant pas accès à des services de base soit encore élevé et que la plupart des économies n'aient pas connu une croissance économique leur permettant de réduire la pauvreté de manière équitable, on avait observé des tendances socio-économiques positives.

9. Le rapport et les documents finaux de la Conférence ministérielle de 2005 soulignaient que les progrès socio-économiques avaient eu un coût environnemental élevé en raison des modes de croissance économique non durables. Bien qu'il y ait eu des améliorations mesurables de la qualité de l'air dans certaines villes, que le rythme des pertes forestières se soit ralenti, que le reboisement se soit accéléré dans certains pays et que l'on ait réussi à réduire sensiblement l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone, la

dégradation de l'environnement, les catastrophes naturelles et la contribution de la région aux changements climatiques et à la perte de la biodiversité n'avaient cessé d'être une menace pour la santé et le mode de vie à long terme des populations humaines et avaient renforcé la vulnérabilité des pays membres.<sup>2</sup>

10. Cinq années plus tard, les indicateurs de base de « l'état de l'environnement » ne font pas apparaître d'amélioration sensible dans les tendances générales. En même temps, on a noté des changements importants dans les conditions et tendances économiques et sociales.

11. En 2008, les rapports réciproques entre les marchés de l'énergie, des produits alimentaires et des marchés financiers sont devenus plus apparents. À la fin de cette même année, la récession, les fortes augmentations des prix des produits alimentaires, de l'énergie et des produits de base et l'impact des changements climatiques se sont conjugués entraînant un accroissement du chômage, des famines et l'aggravation des conflits sociaux. Selon les estimations de la CESAP, la récession économique et ses effets concomitants risquent de plonger 21 millions de personnes de plus dans la pauvreté en 2009 et 2010.<sup>3</sup> L'augmentation des prix des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique a déjà fait passer le nombre de personnes sous-alimentées de 542 millions en 2003-2005 à 583 millions en 2007.<sup>4</sup> Déjà frappés par le chômage et des pertes de revenus dus au ralentissement de l'économie et un accroissement des prix des produits énergétiques, les plus vulnérables ont réagi: en 2008 et 2009, des émeutes de la faim ont éclaté dans plusieurs pays de la région.

12. Les économies régionales ont fait preuve d'une assez bonne faculté de récupération par rapport au reste du monde. En juillet 2010, la Chine et l'Inde et d'autres pays avaient déjà repris le chemin d'une croissance rapide. Pour la première fois, les avoirs détenus par les plus nantis de la région dépassaient ceux détenus par la même catégorie de personnes en Europe.

## **B. Contraintes sur l'offre de ressources et changements climatiques – forces favorisant la convergence**

13. Le retour à une croissance rapide ne signifie pas que la crise de 2008 ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir. Si les économies de la région ont fait preuve d'une assez bonne capacité à rebondir après la crise, les prix élevés des produits alimentaires, l'instabilité des cours des produits énergétiques et des produits de base, la persistance des inégalités et les changements climatiques et environnementaux assombrissent encore les perspectives régionales.

14. La convergence des défis dans les domaines de l'économie, des ressources et de l'environnement dont les populations de la région subissent les

<sup>2</sup> Un forum ministériel chargé d'étudier les effets de ces changements environnementaux sur la santé a été créé en août 2007 en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est avec le soutien de l'OMS et du PNUE.

<sup>3</sup> En prenant comme base un seuil de pauvreté de 1,25 dollars par jour. (voir CESAP, BAsD, PNUD-*Achieving the Millennium Development Goals in an Era of Global Uncertainty*) (publication des Nations Unies, n° de vente E.10.II.F.10).

<sup>4</sup> FAO, Document de travail : « La faim gagne du terrain. Avec la hausse des prix, le monde se retrouve avec 75 millions d'affamés de plus », 17 septembre 2008, cité dans CESAP : *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific (2009): Addressing Triple Threats to Development* (publication des Nations Unies, n° de vente E.10.II.F.11). p. 55.

effets, a mis plusieurs décennies avant de devenir réalité. Deux grandes forces ont contribué à faire converger ces défis : a) les contraintes sur l'offre de différents types de ressources résultant de la demande croissante et b) les changements climatiques.<sup>5</sup>

15. Les écarts entre l'offre et la demande des principaux produits de base ainsi que les investissements spéculatifs et autres facteurs, ont fortement contribué à l'envolée des prix jusqu'en 2008 ce qui a eu un impact critique sur les économies et les populations. Les cours des produits de base autres que les carburants ont augmenté de plus de 159 % entre 2002 et 2008 tandis que ceux des métaux et des minerais progressaient de 285 % et les prix des matières premières agricoles de 133 %.<sup>6</sup>

16. Les cours des produits énergétiques ont constitué un élément de pression critique, celui du pétrole atteignant un niveau record à 145 \$ le baril en juillet 2008 tandis que les prix des produits alimentaires, des métaux, minerais et autres produits de base suivaient le mouvement. À mesure que les prix des intrants industriels et agricoles, des matériaux de construction, des produits alimentaires augmentaient, l'inflation et d'autres facteurs sont intervenus entraînant un ralentissement de l'économie mondiale et la perte d'emplois et de moyens de subsistance.

17. Avec la baisse des revenus, les produits nécessaires de la vie courante sont devenus plus coûteux, notamment les produits alimentaires. La sécheresse et les pénuries concomitantes des intrants agricoles essentiels ont contribué à la poussée des produits alimentaires en réduisant les rendements des cultures. Depuis plusieurs années, la contraction de l'approvisionnement énergétique et les préoccupations liées aux changements climatiques favorisent la production de carburants agricoles plutôt que la production alimentaire, réduisant ainsi la superficie des terres destinées à la production vivrière. Entre 2004 et 2007, 70 % au moins de l'augmentation de la production mondiale de maïs étaient destinés à la production d'éthanol entrant dans la composition des biocarburants.<sup>7</sup>

### C. Incertitude et risques

18. Les facteurs ayant entraîné la convergence des crises se renforcent à mesure que la demande de ressources continue d'augmenter et que les risques environnementaux se multiplient. Le rapport de la CESAP de 2005 soulignait que l'offre de ressources par habitant en l'Asie et dans le Pacifique était la plus faible par rapport aux autres régions. Dans une région comprenant des économies fortes consommatrices de ressources et occupant une place centrale dans la production mondiale, et où pauvreté et sous-alimentation sont endémiques, il est clair que les risques liés à la raréfaction des ressources sont plus élevés que nulle part ailleurs.

<sup>5</sup> En 2009, la CESAP a entrepris deux grandes études sur les défis de la sécurité alimentaire et les menaces émergentes au développement –Global recession, food and fuel price volatility, and climate change. Voir CESAP: *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific (2009): Addressing Triple Threats to Development* (publication des Nations Unies, n° de vente E.09.II.F.11) et *Towards Sustainable Agriculture and Food Security in the Asia-Pacific Region* (publication des Nations Unies, n° de vente E.09.II.F.12).

<sup>6</sup> Euractiv, « Matériaux premières : vers une pénurie mondiale en ressources ? », 18 janvier 2010 (mis à jour le 29 janvier 2010), consulté le 11 mars 2010 sur <http://www.euractiv.com/en/sustainability/raw-materials-heading-global-resource-crunch>.

<sup>7</sup> CESAP (2009) *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific (2009): Addressing Triple Threats to Development* (publication des Nations Unies, n° de vente E.09.II.F.11).

19. Des indicateurs tels que l'empreinte écologique montrent depuis un certain temps que les économies et sociétés du monde consomment déjà 40 % de ressources de plus que la terre ne peut en fournir de manière durable et que la demande de ressources ne cesse de croître. En 2004, réexaminant le document « Halte à la croissance ? » qu'ils avaient publié 30 ans plus tôt, les auteurs ont conclu que « si l'on ne changeait pas bientôt complètement de cap, on courait à une catastrophe certaine et que celle-ci se produirait du vivant d'un grand nombre d'entre nous »<sup>8</sup>.

20. Il n'y a pas que dans le monde scientifique que l'on s'inquiète de la raréfaction des ressources. Ces inquiétudes ont déjà eu pour effet de modifier les politiques et les stratégies de la Chine dans le sens d'une utilisation plus rationnelle des ressources aux fins de la croissance économique. Au Japon, les pénuries de ressources et le fardeau de plus en plus lourd que constitue la gestion des déchets ont suscité un effort en faveur de l'action mondiale visant à réduire la consommation des ressources, à les réutiliser et à les recycler (Initiative des 3R). La Commission européenne pour sa part s'emploie à diminuer les risques de pénurie des ressources minérales.

21. Les anticipations de futures pénuries de ressources ont contribué à l'intégration des marchés des produits alimentaires, énergétiques et financiers. Les investissements dans ces marchés ont accentué l'instabilité des cours des produits énergétiques et des produits de base<sup>9</sup>, ce qui a créé de l'incertitude dans de nombreux secteurs économiques.

22. Le « pic du pétrole », terme utilisé pour décrire le moment où le niveau maximal d'extraction du pétrole aura été atteint, a été tout récemment situé autour de l'année 2020 après quoi la production diminuera. Dans le cas de quelques minerais essentiels, les réserves de surface seront plus importantes que les réserves souterraines d'ici à 2050 ce qui suscite autant d'inquiétude que pour le pétrole.<sup>10</sup>

23. Les augmentations récentes des prix des produits alimentaires ont été dues en partie aux déficits de production vivrière ainsi qu'aux pénuries évidentes et croissantes et/ou au renchérissement des principaux intrants agricoles – eau, énergie, sols, nutriments<sup>11</sup>. Ces facteurs qui ont exacerbé la crise de la sécurité alimentaire, à long et à court terme, sont appelés à persister.

<sup>8</sup> Jorgen Randers, Donatella et Dennis Meadows (2004) « *Limits to Growth: the 30 Year Update* » (2004).

<sup>9</sup> CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific (2009) : Addressing Triple Threats to Development* (publication des Nations Unies, no de vente E.09.II.F.11).

<sup>10</sup> Pour des métaux tels que l'or, l'argent et le cuivre, les réserves de surface (transformées et manufacturées), on estime qu'elles sont équivalentes voire plus importantes que les réserves non encore exploitées. Pour d'autres métaux tels que le fer, le cobalt, le platine et le palladium, les réserves souterraines devraient être proches de l'épuisement d'ici à 2050. K. Halada, « Resource availability and the Promotion of the 3R's », exposé fait devant le Séminaire régional asiatique pour la gestion durable des ressources (Tokyo 10-11 mars 2009).

<sup>11</sup> Cribb, J. (2010), *The Coming Famine: the Global Food Crisis and What We Can Do To Avoid It* (Université de Californie et CSIRO Publishing, Canberra, Australie (sous presse-extraits tirés de *Science Alert*, 18 avril 2010).

24. L'utilisation des ressources entraîne également des changements dans l'environnement. Des recherches montrent que l'ampleur de cette utilisation et les impacts qui en résultent sur les systèmes naturels font que l'on se rapproche des « points de non-retour » et qu'il faut s'attendre à des changements rapides dans l'environnement. Ces changements liés aux changements climatiques ne sont qu'une manifestation de cette évolution.<sup>12</sup>

25. Les événements climatiques extrêmes ont déjà eu un impact sur la sécurité alimentaire au niveau local. La fréquence de ces manifestations s'accroît et devrait s'intensifier dans l'avenir et avoir de nouvelles répercussions sur l'offre mondiale de produits alimentaires et énergétiques. Un examen de l'économie des changements climatiques en Asie du Sud-Est montre que d'ici à 2100 le rendement potentiel du riz devrait baisser en moyenne de 50 % par rapport à 1990. Cet examen fait également valoir que les risques économiques menaçant les pays plus vulnérables aux changements climatiques, sont supérieurs à la moyenne mondiale. Pour les quatre pays examinés, les coûts correspondraient à une perte de 6,7 % de leur PIB combiné d'ici à 2100, soit plus du double de la moyenne mondiale.<sup>13</sup>

## **D. Évolution de l'utilisation des ressources: tendances**

26. Les écarts entre l'offre et la demande de ressources telles que l'énergie, l'eau, la biomasse et les minéraux ont eu des impacts de plus en plus convergents sur les économies et les populations. Des améliorations apportées dans l'utilisation rationnelle des ressources permettront de réduire ces écarts et d'atténuer les risques. L'observation des tendances régionales dans l'utilisation rationnelle des ressources est donc un indicateur essentiel de la durabilité et des possibilités de parvenir au développement durable.

### **1. Utilisation rationnelle des matériaux**

27. La région de l'Asie et du Pacifique occupe une place centrale dans l'utilisation des ressources au niveau mondial. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, cette région était devenue la plus grande consommatrice de ressources: 35 milliards de tonnes de ressources – minerais métalliques, minerais industriels, combustibles fossiles, minéraux utilisés dans la construction et biomasse, par année en 2005. Le taux de croissance annuel moyen de l'utilisation de matériaux pour l'ensemble de la région pendant la période 1970-2000 était stable à 3,2 % jusqu'en 1990 puis il a ralenti de 1990 à 2000 pour augmenter brusquement de 6 % entre 2000 et

<sup>12</sup> Le Conseil consultatif scientifique et technique du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) note que « l'asphyxie des océans et la mort de certaines zones attestent que l'environnement mondial est parvenu à un seuil critique où son rétablissement pourrait se révéler impossible ou extrêmement coûteux » (Rapport du Conseil consultatif scientifique et technique à la quatrième assemblée du FEM) GEF/A/4.3, 20 avril 2010). Une étude examine neuf processus environnementaux - changements climatiques, taux de perte de la biodiversité, interférences avec les cycles de l'azote et du phosphore, épuisement de la couche d'ozone stratosphérique, acidification des océans, utilisation planétaire de l'eau douce, changements dans l'utilisation des sols, pollution chimique et chargements de l'atmosphère en aérosols - et conclut que les seuils critiques ont déjà été franchis dans le cas des changements climatiques, de la perte de la biodiversité et des interférences avec le cycle de l'azote. (voir Rockstroem et al. (2009). « A safe operating space for humanity »; Nature 461, 472-475 (24 septembre 2009).

<sup>13</sup> L'étude portait sur l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. Voir BASD *The Economies of Climate Change in Southeast Asia: a Regional Review* (Manille, 2009).

2005. Cette accélération spectaculaire de la consommation de matériaux après 2000 a eu un impact significatif sur les taux de consommation au niveau du globe qui ont plus que doublé pour atteindre 3,7 % après 2000.<sup>14</sup>

28. La majorité des pays de la région commence à utiliser les matériaux, l'énergie et l'eau de manière plus rationnelle. À quelques exceptions près, chaque unité de valeur ajoutée (indiquée par le PIB) créée dans l'économie entre 1995 et 2007 a demandé un apport moindre de ces trois ressources. Pour la majorité des pays, l'intensité énergétique par rapport à la croissance économique s'est améliorée de plus en plus rapidement entre 1995 et 2005.

29. Toutefois, les améliorations de l'utilisation rationnelle des ressources en général (utilisation des matériaux par unité de PIB) par rapport à la croissance économique ont ralenti voire diminué dans près de la moitié des pays à faible revenu et dans près d'un quart des pays à moyen revenu. Ce ralentissement conjugué à une croissance économique rapide a contribué à l'utilisation accélérée des ressources dont il a été question plus haut.

30. Beaucoup de pays en développement d'Asie sont déjà proches de leurs limites en ce qui concerne les ressources dont ils disposent sur leur territoire et les capacités maximales de leur environnement, et sont devenus des importateurs nets de matières premières, en particulier de combustibles fossiles et de métaux.<sup>15</sup>

## 2. Facteurs conduisant à l'utilisation croissante des ressources

31. Étant donné les besoins non satisfaits considérables et les aspirations légitimes à une meilleure qualité de vie des populations, les principaux facteurs conduisant à l'utilisation croissante des ressources ont été l'élévation du niveau des revenus par habitant et la transformation industrielle qui y a contribué. Plus que la croissance démographique, la progression des revenus et l'évolution des modes de vie ont contribué à une utilisation plus grande des ressources. Au cours des dernières décennies, la technologie n'a pas pu réduire les pressions et les impacts environnementaux autant qu'il aurait fallu. Si les innovations technologiques ont permis de contrebalancer en partie la croissance de l'utilisation des matériaux entre 1970 et 1990, cela a été beaucoup moins le cas dans les années 90 et ne l'a pas été du tout en 2000.<sup>16</sup> Il existe des différences sensibles entre sous-régions et pays selon le niveau de développement, les principales activités économiques et la dotation en ressources.

32. L'utilisation croissante de matériaux est liée à l'urbanisation. En 2005, un peu moins de la moitié de tous les matériaux utilisés ont été des matériaux de construction: sable et gravier, béton et acier, notamment. La construction de

<sup>14</sup> Le terme « utilisation » renvoie à l'utilisation aux fins de la consommation intermédiaire et finale jusqu'au rejet dans l'environnement compte tenu de l'extraction commerciale et nationale des matériaux. Données fournies par l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (Australie) (CSIRO) en collaboration avec le PNUE pour le prochain rapport du PNUE *Resource Efficiency: Economics and Outlook for Asia and the Pacific* et le prochain rapport CESAP/BAsD/PNUE intitulé *Green Growth, Resources and Resilience*.

<sup>15</sup> D'après l'analyse IPAT et les données fournies par l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) (Australie) en collaboration avec le PNUE.

<sup>16</sup> Les matières premières en question sont les minerais métalliques, les minerais industriels, les combustibles fossiles, les minéraux destinés à la construction et la biomasse. Données fournies par l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) (Australie) en collaboration avec le PNUE.

logements, la mobilité, la production alimentaire et l'approvisionnement énergétique évoluent et se modernisent rapidement et les besoins en infrastructures demeurent considérables.

33. Les modes de développement infrastructurel influent non seulement sur la quantité des matériaux entrant dans la construction mais également sur la quantité de ressources (eau et énergie) utilisés en permanence. Ainsi, les infrastructures « bloquent » les modes d'utilisation des ressources pendant toute la durée de vie des infrastructures qui peut s'étendre sur plusieurs décennies. Les modes de développement infrastructurel déterminent également la mesure dans laquelle l'utilisation des ressources contribue au bien-être humain.

### 3. Utilisation des ressources et changements climatiques

34. Les modes d'utilisation des ressources ont également des conséquences non négligeables pour les changements climatiques. Comme dans d'autres parties du monde, la croissance économique de la région de l'Asie et du Pacifique est étroitement liée à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre. Les émissions régionales de CO<sub>2</sub> ont progressé de 55 % entre 1990 et 2005 tandis que le PIB augmentait de 59 %.

35. De manière générale, l'intensité des émissions de carbone de l'économie de la région est sensiblement plus élevée que celle de l'économie mondiale (652 et 487 tCO<sub>2</sub>e/millions de dollars de PIB respectivement), ce qui montre à quel point il est difficile de maintenir la croissance tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. En même temps, des engagements ont été pris par des pays de la région, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la République de Corée, pour réduire l'impact de la croissance économique sur le climat.<sup>17</sup>

36. Bien que l'on ait fait des progrès importants dans l'adoption d'objectifs applicables aux énergies renouvelables et à leur utilisation, l'intensité d'émissions de carbone provenant de la production d'électricité est demeurée pratiquement la même. Les gains d'efficacité énergétique dans les activités de production ont été neutralisés par les niveaux croissants de la demande de produits énergivores.

37. Les émissions de carbone provenant des changements intervenus dans l'utilisation des terres représentent une part significative des émissions régionales, soit environ 13 % au total mais c'est en Asie du Sud-Est qu'elles ont été les plus importantes car les changements en question ont été responsables des deux tiers des émissions totales de dioxyde de carbone de cette sous-région en 2005 contre moins de 3 % dans les autres sous-régions.<sup>18</sup>

<sup>17</sup> La Chine s'est fixée un objectif de 40 à 45 % de réduction de son intensité d'émissions de carbone par rapport à 2005, tandis que l'Inde se proposait une réduction de 20 à 25 % par rapport à 2005. L'Indonésie vise pour sa part une baisse de 26 % par rapport aux niveaux d'intensité projetés dans l'hypothèse où elle ne changerait pas de politique, d'ici à 2020. La République de Corée entend réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux émissions qui résulteraient d'une politique inchangée, d'ici à 2020, ce qui correspondrait à une diminution de 4 % par rapport à 2005.

<sup>18</sup> D'après les données produites par the Climate Analysis Indicators Tool (CAIT) 7.0, World Resources Institute.

## **E. Moyens permettant aux populations de profiter de l'utilisation des ressources**

38. La région de l'Asie et du Pacifique a des besoins non satisfaits considérables en ce qui concerne la pauvreté et le développement infrastructurel et les aspirations légitimes à une qualité de vie meilleure. Toutefois, il lui faut relever le défi qui est de faire en sorte que les populations recueillent des avantages tangibles de l'utilisation croissante des ressources. Il convient donc d'examiner la question de l'utilisation durable des ressources du point de vue a) de la durabilité à long terme de l'offre de ressources et des « prélèvements » effectués sur ces ressources et b) des retombées socio-économiques positives et équitables de l'utilisation des ressources.

### **1. Énergie**

39. Selon les projections, la demande d'énergie dans la région devrait augmenter d'environ 34 % entre 2007 et 2020.<sup>19</sup> Cette demande est en partie imputable aux besoins énergétiques de base non satisfaits actuellement ce qui constitue un obstacle majeur au progrès socio-économique. Malgré les préoccupations concernant l'utilisation de l'énergie, la consommation par habitant est bien inférieure à la moyenne mondiale et elle est répartie de manière inégale. En 2008, environ 900 millions de personnes n'avaient pas accès à l'électricité tandis qu'1,7 milliard d'habitants de l'Asie et du Pacifique utilisaient exclusivement des combustibles traditionnels à base de biomasse, principalement en Asie du Sud.<sup>20</sup> Bien que le taux d'électrification des pays en développement au cours des dernières décennies se soit généralement amélioré, près d'un tiers de la population de pays comme le Bangladesh, le Bhoutan et le Népal, n'a pas accès aux formes modernes d'énergie.

40. Aux niveaux les plus bas de consommation d'énergie par habitant, un accroissement modeste de celle-ci a pour effet d'améliorer sensiblement le progrès socio-économique tel que mesuré par l'indice de développement humain (IDH) dans la durée. Dans les pays à revenu moyen élevé et à revenu élevé, un accroissement important de consommation d'énergie par habitant n'a, en revanche, qu'un effet marginal sur le progrès socio-économique. Les économies d'énergie provenant d'améliorations de l'efficacité énergétique, à condition que ces améliorations soient effectivement transformées en investissements destinés à répondre aux besoins non satisfaits, peuvent donc stimuler le développement humain là où cela est le plus nécessaire.

### **2. Terre et eau**

41. De toutes les régions du monde, c'est en Asie et dans le Pacifique que la superficie de terre par habitant est la plus petite alors que celle-ci doit répondre aujourd'hui à toutes sortes de besoins: urbanisation, loisirs, production de produits alimentaires et cultures agroindustrielles, et continuer de fournir des services aux écosystèmes de plus en plus critiques. Dans de nombreux cas, un type d'utilisation des terres (comme dans le cas des forêts) peut rendre de multiples services ce qui n'empêche pas que l'on puisse faire des choix entre différents types d'utilisation.

---

<sup>19</sup> Estimations de la CESAP fondées sur les données de l'Agence internationale de l'énergie.

<sup>20</sup> Ibid.

42. Devant la forte poussée des prix des produits alimentaires en 2008, plusieurs pays de la région ont imposé des restrictions à l'exportation de produits de base essentiels, ce qui a contribué à faire de nouveau monter les prix. Les pays de la région ont également investi dans le renforcement des capacités de production vivrière nationale. Toutefois, les investissements consentis dans ce but par des économies relativement pauvres en ressources dans la production agricole à l'étranger par des achats de terres ou des concessions ont été très controversés.

43. Malgré la surutilisation des ressources foncières de la région, l'utilisation des terres agricoles n'a pas les effets escomptés sur la famine dans de nombreux pays. La production de cultures non vivrières en Asie augmente plus rapidement que celle des cultures vivrières et se concentre dans plusieurs pays qui ont des problèmes de sécurité alimentaire graves et grandissants. Le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté dans au moins onze pays de la région alors que dans huit d'entre eux la superficie des terres agricoles augmentait. Dans la plupart des pays, le rendement des cultures prévu par la recherche n'est pas atteint, d'où la nécessité d'améliorer la formation des agriculteurs et les services de vulgarisation agricole.

44. Malgré l'application de plus en plus généralisée des principes de gestion intégrée des ressources en eau, la compétition dans l'utilisation de ces ressources et leur surexploitation ont provoqué des conflits. Au cours des deux dernières décennies, en particulier, on a noté un accroissement des incidents liés à l'utilisation de l'eau, surtout avec de grands pays comme la Chine et l'Inde. On peut s'attendre à ce que des affrontements directs éclatent au niveau local, en particulier à cause de la mauvaise planification des infrastructures liées à l'eau, de l'ambiguïté des droits de prélèvement ou de la détérioration de la qualité de l'eau.

45. L'accélération des changements climatiques aura des effets sur les ressources en eau, en raison de la multiplication des problèmes alimentaires, surtout dans les pays dont les populations sont déjà vulnérables et où les ressources en eau sont utilisées de manière inefficace. Bien que dans de nombreux pays de la région l'eau soit utilisée en grandes quantités à des fins agricoles, on n'en observe pas toujours les effets socio-économiques escomptés. En Inde, au Pakistan, à Sri Lanka et au Tadjikistan, plus de 90 % de l'eau est utilisée dans l'agriculture mais plus d'une personne sur cinq y souffrait de malnutrition en 2005. Il s'agit de pays victimes de stress hydrique.

46. Dans plusieurs pays de la région l'utilisation totale de l'eau s'approche des seuils de « stress sévère » voire les dépasse. Lorsque l'utilisation de l'eau par habitant est élevée, comme dans le cas du Tadjikistan et du Pakistan, il est possible d'améliorer l'efficacité pour obtenir de meilleurs résultats. En revanche, si l'eau est déjà utilisée parcimonieusement, comme en Inde et à Sri Lanka, les possibilités d'amélioration sont moindres.

47. Si la région de l'Asie et du Pacifique a réussi très tôt à réduire de moitié la proportion de personnes n'ayant pas accès à de l'eau potable sûre, tel n'a pas été le cas dans le domaine de l'assainissement, et les inégalités extrêmes assombrissent la perspective de voir les bons résultats obtenus se pérenniser. Les inégalités dans l'accès à l'eau entre les ménages riches et les ménages pauvres sont frappantes dans toute l'Asie mais cet écart est encore plus évident en ce qui concerne l'assainissement. En 2008, 480 millions de personnes n'avaient pas

accès à l'eau tandis que 1,9 milliard d'habitants de la région n'avaient pas accès à l'assainissement.<sup>21</sup>

48. L'eau, qui est peut-être la ressource la plus vulnérable de la région, est aussi l'une des ressources les plus critiques qu'il convient d'examiner du point de vue de l'approvisionnement, des modes d'utilisation et de la capacité à la distribuer pour répondre aux besoins socio-économiques. La question de l'utilisation durable de l'eau devrait être abordée du point de vue a) des conséquences socio-économiques et environnementales<sup>22</sup> et b) de la capacité des communautés ou des pays à fournir les résultats escomptés de manière équitable et soutenue.<sup>23</sup>

49. La capacité de transformer des ressources en eau même limitées en retombées socio-économiques positives sera de plus en plus essentielle. À cet égard, les pays se heurtant aux problèmes les plus urgents de durabilité des ressources en eau sont le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande. La gestion intégrée des ressources en eau, des investissements intelligents, équitables et éco-efficaces dans les infrastructures et la gestion de la demande d'eau s'imposeront de plus en plus.

### 3. Services aux écosystèmes

50. Les pressions environnementales ont des conséquences pour les ressources, la santé et la diversité des écosystèmes et il en est de même pour l'offre de services aux écosystèmes dont dépendent les économies régionales. De manière générale, la productivité et la santé des écosystèmes de la région déclinent ainsi que le montrent les estimations provisoires des variations dans la productivité primaire nette, les changements dans les écosystèmes et la biodiversité.

51. La biodiversité est un indicateur important de la santé des écosystèmes. Elle fournit également des services aux écosystèmes essentiels. Bien que l'année 2010 ait été proclamée Année internationale de la biodiversité et l'année à partir de laquelle les signataires de la Convention sur la diversité biologique sont convenus de réduire sensiblement la perte de biodiversité, on s'accorde à reconnaître que l'objectif de 2010 n'a pas été atteint. La région abrite le plus grand nombre d'espèces menacées et c'est en Asie du Sud-Est que les problèmes sont les plus graves.

52. La physionomie des forêts de la région a complètement changé: dégradation et disparition accélérées des forêts primaires et expansion des plantations forestières avec des espèces allogènes, plus évidentes dans les pays d'Asie que dans les autres régions. La superficie des forêts de mangroves s'est rétrécie dans la plupart des pays de la région, à l'exception notable du Bangladesh. L'accès restreint aux sources d'énergie est étroitement lié aux

<sup>21</sup> Calculs effectués par des fonctionnaires de la CESAP sur la base du Programme commun de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2010) [www.wssinfo.org/datamining/introduction.html](http://www.wssinfo.org/datamining/introduction.html), consulté le 10 mai 2010.

<sup>22</sup> Y compris l'accès à l'eau, l'assainissement, la santé et l'utilisation de l'eau.

<sup>23</sup> Y compris les ressources en eau disponibles, la vulnérabilité et les risques (catastrophes, écosystèmes et changements climatiques) et les capacités d'investissement.

changements observés dans les écosystèmes forestiers: le bois prélevé dans les forêts d'Asie est utilisé principalement comme source d'énergie bien que les utilisations alternatives des terres soient toujours la principale incitation à la déforestation.

53. La fonction de piégeage du carbone que les forêts assurent, retient de plus en plus l'attention et bénéficie d'investissements plus importants sur les marchés internationaux du carbone. Les vastes plantations d'arbres ont permis d'enregistrer un gain net dans la couverture forestière de l'Asie mais la dégradation et la déforestation ont entraîné des baisses importantes du stock de carbone dans la biomasse forestière.<sup>24</sup> D'autres services aux écosystèmes importants aux niveaux mondial et local, notamment l'habitat de la biodiversité, en subissent également les conséquences. Les services aux écosystème essentiels sur le plan local tels que l'atténuation des risques de catastrophe et la régulation des fonctions des bassins versants sont également susceptibles d'être réduits lorsque les forêts sont dégradées dans certains endroits spécifiques.

54. Certains changements observés dans les écosystèmes de la région sont dus aux changements climatiques, notamment le blanchissement des coraux en Asie du Sud-Est. Les récifs coralliens et les espèces qui y sont associées constituent un élément fondamental de la sécurité alimentaire mais ils ont été affectés par l'acidification croissante de l'eau de mer et la fréquence accrue des marées de tempête et des cyclones.

55. À mesure que les ressources se raréfient il va devenir de plus en plus difficile d'assurer une répartition équitable des avantages résultant de l'utilisation des ressources. Les pertes de capital naturel provoquées par la demande croissante de ressources sont doubles pour les populations déjà vulnérables: d'une part, elles sont privées de l'accès aux ressources et d'autre part, les services aux écosystèmes dont elles dépendent le plus directement, diminuent.

56. Les fortes pressions persistantes que subissent les écosystèmes montrent que les stratégies visant à protéger la santé de ces derniers doivent se concentrer plus directement sur les causes sous-jacentes. Ce qui est essentiel au niveau mondial et critique au niveau régional c'est « une efficacité plus grande en matière d'utilisation des sols, de l'énergie, de l'eau douce et des matériaux nécessaires afin de répondre à la demande croissante ».<sup>25</sup>

## **F. Adoption de la croissance verte – des opportunités pour les décideurs**

57. Malgré les défis croissants, il existe de nouvelles possibilités pour rendre plus durables les modes d'utilisation des ressources et atténuer ainsi les risques et réduire les vulnérabilités.

58. Tout d'abord, l'expérience acquise dans l'application des politiques de marché et le développement des marchés qui contribuent à réduire les écarts entre les prix écologiques et les prix du marché, s'étend dans toute la région. L'écocertification est un exemple montrant que l'on peut répondre à une demande de biens et de services écologiques sur un marché où les consommateurs sont

<sup>24</sup> FAO. Évaluation des ressources forestières mondiales (2010): résultats principaux (2010). Site <http://foris.fao.org/static/data/fra2010/KeyFindings-en.pdf> consulté le 12 mars 2010.

<sup>25</sup> Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. Perspectives mondiales de la diversité biologique 3: résumé analytique (Montréal, 2010).

prêts à payer un supplément pour des produits certifiés. Les forces de la concurrence favorisent les améliorations dans le sens de la durabilité dans des industries clés comme le tourisme et l'électronique (y compris les technologies de l'information), et l'industrie automobile.

59. En même temps, des cadres régulateurs plus stricts, nécessaires pour le bon fonctionnement des instruments de marché, se mettent en place, les communautés éclairées et engagées et les systèmes juridiques jouant à cet égard un rôle important. Les possibilités offertes par le marché de l'environnement, mises en évidence dans le document de la BASD de 2006 : *Asian Environment Outlook*, se sont multipliées à mesure que les difficultés inhérentes à un monde de contraintes carbone sont de plus en plus apparentes et que les responsables des filières d'approvisionnement et les consommateurs sont de mieux en mieux informés et exigent une responsabilité environnementale et sociale plus grande de la part des entreprises.

60. Plusieurs décennies d'expérience d'organisation communautaire autour de problèmes comme le développement rural et la sylviculture, et les établissements humains durables, montrent que l'autonomisation des communautés, la mise en réseau du savoir et les innovations institutionnelles peuvent fournir des solutions au niveau local pour améliorer la gestion durable des ressources et des impacts socio-économiques. Avec l'essor rapide des technologies de l'information et de la communication, les communautés virtuelles, les réseaux sociaux professionnels qui peuvent être mobilisés pour mieux catalyser le changement et accélérer le partage de données d'expérience, ont connu une vigoureuse expansion.

61. Les technologies, en particulier les technologies d'énergie renouvelable, sont maintenant bien au point et les pays de la région sont désormais dans le peloton de tête mondial pour la production de ces technologies.

62. Le développement infrastructurel durable constitue l'une des opportunités stratégiques les plus importantes. Les économies en développement de l'Asie et du Pacifique prévoient de construire de nouvelles infrastructures au cours des dix prochaines années mais la période favorable pour investir dans des infrastructures éco-efficaces qui contribueront à ralentir la croissance de l'utilisation des ressources et offriront par ailleurs de meilleurs services infrastructurels dans les 20 à 30 prochaines années, raccourcit. Les besoins en investissements infrastructurels d'ici à 2020 dans la région se situent, selon les estimations, entre 4,7 mille milliards et 8 mille milliards de dollars.<sup>26</sup> Environ les deux tiers des investissements prévus serviront à financer de nouvelles infrastructures ce qui est une occasion unique d'appliquer, dans leur conception, les principes de la durabilité, notamment l'accessibilité, l'éco-efficacité et l'intégration sociale sans exclusive.<sup>27</sup>

<sup>26</sup> Estimations ne portant que sur les pays membres de la BASD. Le chiffre de 4,7 mille milliards de dollars est tiré de Menon, Jayant (2009) « Regional Efforts to Create an Attractive Investment Climate: Presentation to Session III : Creating an Attractive Investment Climate in South East Asia », deuxième Forum régional OCDE - Asie du Sud-Est, « Enhancing Competitiveness through Regional Integration » (Bangkok, 27-28 avril 2009). Le chiffre de 8000 milliards de dollars provient de la BASD et de l'Institut de la BASD : *Infrastructure for a Seamless Asia*, Tokyo (2009).

<sup>27</sup> Les investissements pour la relance dans la région se sont concentrés sur les chemins de fer, le réseau électrique et celui de l'eau ainsi que la gestion de l'eau, comme dans le reste du monde. Il faut malheureusement constater que l'on a peu investi dans les bâtiments verts et les énergies renouvelables compte tenu des investissements mondiaux, en dépit des besoins et des opportunités considérables existant dans ce domaine.

63. Le mode de croissance verte est accepté de plus en plus comme réalisable à la fois politiquement et économiquement. La coopération mondiale et régionale s'est élargie et a été consolidée par des programmes tels que l'Initiative des 3R du Gouvernement japonais. La croissance verte a été entérinée lors de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement de 2005 comme moyen de parvenir au développement durable à un moment où les économies étaient en expansion rapide et que des progrès notables avaient été faits dans le domaine socio-économique. Après la récession économique mondiale il est apparu encore plus clairement qu'il fallait agir en faveur du développement durable. Les programmes et stratégies de redressement économique établis par des organisations intergouvernementales, des groupes de réflexion et des pays de la région insistaient plus que jamais sur la nécessité de promouvoir les synergies entre la croissance économique et la durabilité environnementale.

64. Les pays de l'Asie et du Pacifique ont donné l'exemple de leur engagement en favorisant les investissements verts dans leurs plans de relance. La Chine, la République de Corée, le Japon et l'Australie faisaient partie du peloton de tête des économies, avec les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, en particulier l'Allemagne. Non seulement les deux tiers des investissements mondiaux dans la croissance verte provenaient de l'Asie et du Pacifique mais c'est cette région qui a consenti le pourcentage le plus élevé d'investissements verts dans ses mesures de relance de l'économie, soit 23 % environ.<sup>28</sup>

65. Parmi les initiatives régionales et internationales figuraient les propositions en faveur d'une « nouvelle donne écologique mondiale », l'Initiative pour l'économie verte du PNUE<sup>29</sup> et le rapport sur l'Initiative des emplois verts PNUE/OIT/OIE/CSI qui a suscité l'intérêt en raison du potentiel de création d'emplois verts dans les pays en développement.

66. Des déclarations d'intention déterminantes en faveur de la croissance verte ont également été prononcées lors d'assises importantes.<sup>30</sup> Quarante pays membres et membres prospectifs de l'OCDE représentant 80 % de l'économie mondiale ont approuvé une déclaration sur la croissance verte en juin 2009. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire de l'économie verte le

<sup>28</sup> Initiative pour une économie verte du PNUE, d'après des données provenant du Service de recherches internationales HSBC, *A Climate for Recovery: the Color of Stimulus goes Green* (2009).

<sup>29</sup> Des appels en faveur d'une nouvelle donne écologique avaient été lancés par le Secrétaire général des Nations Unies à la fin de 2008. Le PNUE a publié un rapport sur le sujet dans lequel il demandait aux gouvernements de consacrer une part importante des fonds de relance aux secteurs verts tels que les bâtiments économes en énergie, le transport durable, les technologies à énergie renouvelable et à fort rendement énergétique, l'agriculture écologique et la conservation de l'eau tandis que le Département des affaires économiques et sociales du secrétariat de l'ONU proposait une nouvelle donne écologique mondiale pour le développement durable dans le cadre d'une action anticyclique plus large face à la crise, visant directement à soutenir les pays en développement.

<sup>30</sup> Il s'est agi notamment de la Conférence internationale sur l'industrie verte en Asie (septembre 2009), de la Concertation Asie-Pacifique de haut niveau sur le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés (janvier 2010), de la Concertation de haut niveau du Pacifique sur l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice sur la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (février 2010) et de la Conférence du Pacifique et sur la dimension humaine de la crise économique mondiale, et de la Conférence internationale de l'Organisation asiatique de productivité sur la productivité verte pour renforcer la compétitivité (mars 2010).

thème du prochain sommet Rio + 20. Le Sommet de l'ASEAN tenu à Hanoi en avril 2010 s'est conclu par l'adoption d'une déclaration des dirigeants de l'Association sur la reprise et le développement soutenus. Dans cette déclaration les dirigeants se disent décidés à promouvoir la croissance verte, à investir dans la durabilité environnementale à long terme et dans l'utilisation durable des ressources naturelles afin de diversifier leurs économies et d'assurer leur adaptabilité. En mai 2010, la CESAP, à sa soixante-sixième session, a adopté la Déclaration d'Incheon (résolution 66/1).

67. La Chine, le Japon et la République de Corée<sup>31</sup> figurent parmi les pays qui ont appliqué des stratégies de croissance verte, ont investi dans ce type d'économie et adopté des réformes pertinentes, la République de Corée et le Japon ayant également lancé de nouvelles initiatives internationales en faveur d'une croissance économique écologiquement plus durable. Beaucoup d'autres pays de la région comme le Cambodge, les Fidji, le Kazakhstan, les Maldives et la Mongolie ont également fait des déclarations de politique générale dans lesquelles ils ont prôné la croissance verte.

## **II. Évolution des perspectives de politique générale et des priorités stratégiques**

68. Au cours des cinq années qui ont suivi la dernière Conférence ministérielle on a vu les risques croître tandis que convergeaient les défis liés à l'économie, aux ressources et à l'environnement. Bien que les économies régionales aient fait preuve d'une grande capacité d'adaptation, les vulnérabilités de millions de personnes ont été mises en évidence et se sont accentuées. Les tendances observées dans l'utilisation des ressources, les conséquences pour les populations et l'incapacité des progrès technologiques d'atténuer les pressions environnementales, montrent bien le caractère urgent des défis à relever alors que ceux-ci convergent et, s'agissant de la demande de ressources et des changements climatiques, croissent en importance.

69. L'ampleur du problème pose la question de savoir si les initiatives de promotion de la croissance verte actuellement lancées et proposées suffiront pour réduire les pressions environnementales et, en même temps, favoriser un progrès socio-économique stable et équitable et une meilleure qualité de vie, ce dont la région a encore grand besoin.

70. Les prémices des stratégies classiques de croissance économique ont radicalement changé et des actions progressives ne suffiront pas pour remédier à cet état de choses.

---

<sup>31</sup> La République de Corée a adopté, en tant que philosophie nationale, la notion de croissance verte peu génératrice de carbone. Le Gouvernement chinois a adopté une législation-cadre en faveur de la croissance verte comprenant : la loi sur l'économie circulaire (entrée en vigueur en janvier 2009), la loi sur les énergies renouvelables qui prévoit un accroissement des investissements financiers en faveur de la mise en valeur des énergies nouvelles et renouvelables telles que l'énergie hydraulique, l'énergie solaire, le biogaz et autres sources d'énergie peu génératrices de carbone dans les régions rurales (entrée en vigueur en janvier 2006), et l'amendement à la loi sur la conservation de l'énergie (entrée en vigueur en avril 2008) incluant des réformes des tarifs et du système fiscal pour favoriser la conservation des ressources énergétiques.

## A. Évolution des stratégies d'investissement et d'utilisation des ressources

71. La valeur marchande de l'écologie et celle de la main-d'œuvre ont été sous-évaluées. Les stratégies de croissance économique néoclassique faisant appel à une main-d'œuvre bon marché, des ressources peu coûteuses voire gratuites et à la consommation de masse ne sont plus viables économiquement, socialement ou écologiquement au moment où le capital naturel est mis à rude épreuve.

72. Si la main-d'œuvre est plus abondante, les ressources naturelles (matériaux, énergie et eau) disponibles sont exploitées de plus en plus tandis que les augmentations et la grande instabilité des prix témoignent des déséquilibres croissants entre l'offre, la demande et les sensibilités politiques. Le taux annuel moyen de croissance de la productivité de la main-d'œuvre dans la région entre 1970 et 2005 était d'environ 2,1 %, soit un des taux de croissance les plus rapides du monde tandis que la productivité énergétique ne progressait qu'à un rythme annuel de 1,3 % et la productivité matérielle de 0,8 %.<sup>32</sup> La région doit donc augmenter fortement sa productivité dans les domaines de l'énergie et des ressources.

73. Une nouvelle réalité économique signifie qu'une croissance économique éco-efficace et des investissements dans les capitaux naturel et humain pour réduire les risques et consolider les améliorations du bien-être humain, sont des priorités stratégiques. Il conviendrait de réexaminer les stratégies de gestion des ressources dans un contexte de pénuries croissantes et d'impacts sur l'accès aux ressources, et faire en sorte qu'elles privilégient un accès équitable aux ressources.

## B. Développer l'adaptabilité: saisir les occasions offertes par les politiques comme base de la transformation et de l'adaptation aux changements environnementaux

74. L'adaptabilité évolutive, c'est-à-dire la capacité de saisir les occasions offertes par la crise pour en ressortir en meilleure condition qu'avant la crise, déterminera les résultats à long terme des pays de la région. Non seulement les gouvernements doivent être mieux à même de gérer l'incertitude qui caractérise l'environnement dans lequel ils déterminent leurs politiques et prennent leurs décisions, ils doivent également être capables de développer les capacités des parties prenantes à faire de même. Les politiques et méthodes de gouvernance renforçant la capacité des entreprises et des communautés de saisir les occasions qui se présentent de s'auto-organiser, et de s'adapter aux nouvelles conditions, joueront un rôle de plus en plus important.

75. Une étude fait remarquer que la gestion aux fins de l'adaptabilité rend plus probable le développement durable dans une conjoncture fluctuante où l'avenir est imprévisible et les surprises vraisemblables. Il ne s'agit donc pas seulement de maintenir les capacités de développement et de conserver les choix

---

<sup>32</sup> Calculs du CSIRO.

qui s'offrent, aujourd'hui et demain, mais également de se préoccuper de la sécurité environnementale, sociale et économique.<sup>33</sup>

**C. Changements systémiques : tarification, incitations et investissements ; modes de production et de consommation, développement infrastructurel durable, gouvernance et élaboration des politiques adaptatives et sans exclusive**

76. L'ampleur des changements nécessaires et la nature des défis qui les sous-tendent signifie que les changements systémiques qui auront un impact durable et significatif sur l'utilisation des ressources et les investissements dans les capitaux naturel et humain l'emporteront sur le « bricolage » technologique. Ce n'est pas en intégrant l'environnement aux modes de développement actuel que l'on parviendra à la croissance verte mais en changeant radicalement les structures économiques.

77. Des investissements verts pour stimuler l'économie, des prêts et des subventions pour l'assistance au développement, des financements internationaux pour faire face aux changements climatiques donneraient une impulsion aux activités économiques dans un processus de croissance verte. On a dit que les investissements destinés à la relance étaient une étape majeure dans le développement de la croissance verte mais l'élan imprimé à la croissance verte risque de tourner court si les forces économiques sous-jacentes et les mécanismes de financement qui influent sur l'orientation et la forme des autres types d'investissement, lesquels constituent l'essentiel des investissements dans toute économie, ne sont pas mobilisés pour entretenir le moteur de la croissance verte.

78. La « structure invisible » des économies de la région doit donc changer. Les politiques budgétaires et les prix des ressources, les incitations et les mécanismes d'investissement qui favorisent une croissance éco-efficace et équitable, sont déterminants pour assurer le succès des stratégies de croissance verte. Il faut donc investir qualitativement et quantitativement dans les capitaux humain et naturel plutôt que dans l'utilisation inefficace des ressources. On commence à observer aujourd'hui dans la région un mouvement en faveur de réformes de la taxe écologique visant à influencer sur l'utilisation des ressources et à réorienter les investissements vers une utilisation plus efficace de ces ressources et vers des investissements dans les hommes.<sup>34</sup> Ces mesures sont importantes en ce qu'elles contribuent à réduire la vulnérabilité aux hausses incontrôlées des

<sup>33</sup> C.Folke, S.Carpenter, T. Elmqvist et al. (2002) "Resilience and Sustainable Development: Building Adaptive Capacity in a World of Transformation" (2002). Document d'information scientifique sur l'adaptabilité dans le processus du Sommet mondial pour le développement durable, au nom du Conseil consultatif environnemental au Gouvernement suédois.

<sup>34</sup> En vertu de la loi de la République islamique d'Iran sur les subventions, ratifiée en 2009, les tarifs de transport de l'énergie sont censés être réformés (électricité, gaz naturel et essence). Les économies réalisées sur les subventions sont destinées à la protection sociale et à la rénovation industrielle. La moitié de ces économies seront mises à profit pour étendre la couverture des soins médicaux et promouvoir les transferts de liquidités en faveur des pauvres (soit plus de 10 milliards de dollars). Quelque 30 % des économies sont prévus pour le développement agricole et industriel (6 milliards de dollars). Ces investissements ont pour but de soutenir la croissance verte et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (source : déclaration du délégué de la République islamique d'Iran à la Commission, à sa soixante-sixième session). L'Indonésie a également réduit ses subventions à l'énergie et affecté les économies réalisées aux transferts de liquidités en faveur des pauvres.

prix des ressources tout en favorisant les investissements dans le capital humain et en promouvant une croissance plus efficace du point de vue écologique.

79. Des avantages durables résulteront des investissements dans les capitaux naturel humain. Les investissements dans le capital naturel contribueront à rendre des services aux écosystèmes essentiels, à faire des économies sur les coûts du développement infrastructurel, à améliorer la durabilité économique, sociale et environnementale et à renforcer les efforts d'adaptation aux changements climatiques par des approches fondées sur les écosystèmes. Les investissements dans le capital humain seront essentiels pour créer des emplois verts, indispensables pour une économie verte. L'Initiative OIT/PNUE pour les emplois verts définit ces derniers comme des emplois créés directement dans les secteurs et activités économiques qui réduisent leur empreinte environnementale et les ramènent à des niveaux durables. Pour que ces emplois soient considérés comme verts il faut également qu'ils répondent aux critères fixés par l'OIT relatifs à des conditions de travail décentes.

80. La « structure visible » de l'économie, c'est à dire les infrastructures physiques, devra également être développée sur la base des principes de l'efficacité et de la non-exclusivité applicables aux établissements humains, aux transports, aux services d'eau et d'énergie qui stimulent le progrès socio-économique de manière éco-efficace. Le développement urbain pose des problèmes majeurs lorsqu'il s'agit de fournir des logements à des prix abordables, des services d'eau et d'assainissement ainsi que des services de traitement des déchets. L'incorporation des analyses de coûts de cycle de vie à la planification et à la conception sera d'autant plus importante que les ressources financières sont limitées et que les contraintes imposées à l'utilisation des terres constituent de nouveaux obstacles au développement. Le développement durable des infrastructures doit pouvoir compter sur un mécanisme de financement et un savoir appropriés.

81. Les nouvelles réalités environnementales et socio-économiques, et l'ampleur des défis que pose le développement durable montre que les gouvernements doivent montrer la voie en permettant au secteur privé de saisir les opportunités nouvelles et en incitant les consommateurs à modifier leur style de vie sans pour autant en compromettre la qualité.

82. Les styles de vie et les préférences des consommateurs sont des déterminants fondamentaux des modes de consommation qui influencent à la fois l'utilisation des ressources et la qualité de la vie. Plutôt que de mettre en péril la consommation et de réduire l'activité économique, l'action entreprise en faveur de la consommation durable devrait privilégier la qualité de la consommation: des notions comme la dématérialisation sont importantes tout comme celle d'investissement dans les capitaux naturel et humain. Les valeurs culturelles traditionnelles peuvent jouer un rôle utile en faveur de la consommation durable dans une société de consommation mondialisée, comme c'est le cas au Bhoutan (bonheur national brut), au Japon (mottainai) et en Thaïlande (économie de l'autosuffisance économique).

83. Une croissance verte, à faibles émissions de carbone, est la meilleure stratégie pour faire face à l'incertitude causée par la convergence des défis que la région doit relever. Les stratégies de développement à faibles émissions de carbone peuvent être considérées comme un type particulier de stratégie de croissance verte visant à atténuer les changements climatiques. Ces stratégies ont

des éléments communs combinant de manière optimale : a) réduction de la demande ; b) abandon des combustibles fossiles à forte intensité de carbone et de leurs émissions de gaz à effet de serre ; c) satisfaction des besoins de développement de tous les groupes de la société, en particulier des pauvres et des personnes vulnérables ; d) garantie de la sécurité énergétique ; et e) maintien des puits de carbone importants, comme les forêts.<sup>35</sup>

84. La gouvernance concerne les moyens par lesquels les structures institutionnelles, les processus et les politiques facilitent et façonnent l'action individuelle et collective. La gouvernance adaptative facilite l'apprentissage, rassemble diverses sources et formes de savoir et contribue ainsi à développer les capacités des entreprises, des personnes et des communautés de faire face aux changements environnementaux et de transformer le pouvoir des communautés de mieux faire face à la crise. Les institutions et les politiques qui donnent aux communautés les moyens d'intervenir plus facilement en mobilisant le savoir local et en mettant à leur disposition les ressources financières disponibles localement pour procéder à des changements, jouent un rôle de plus en plus important.

### III. Conclusions

85. Les défis convergents que doit relever la région menacent de compromettre la réalisation de l'objectif, encore lointain, du développement durable. Le présent rapport montre que les stratégies de croissance économique de la région au cours des prochaines décennies seront d'une importance critique non seulement pour l'avenir des peuples de la région mais également pour l'ensemble de la planète. Les modes d'utilisation des ressources, l'accès limité à l'énergie, des dotations en ressources modestes, les changements climatiques et une capacité moindre des écosystèmes de fournir des services essentiels, contribuent à accentuer la vulnérabilité de certains pays et groupes de personnes de la région. Tandis que des millions d'hommes et de femmes continuent de lutter pour sortir de la pauvreté, que les ressources se raréfient, il importe absolument d'utiliser les ressources de la planète (y compris les capacités d'absorption des déchets) avec sagesse dans l'intérêt de tous.

86. Les défis convergents, les nouvelles incitations, les technologies et la conscientisation ainsi que le soutien des parties prenantes commencent à modifier le paysage de l'économie, des marchés et des politiques et donnent aux décideurs de la région d'immenses possibilités pour repenser leurs stratégies de développement durable. L'économie verte doit se fonder sur la réorientation des valeurs, notamment privilégier la qualité de la vie, les nouvelles compétences et capacités pour répondre à la demande croissante d'emplois verts. L'éducation pour le développement durable doit s'étendre à tous les niveaux de société, depuis l'école jusqu'à la formation en cours d'emploi.

87. La manière dont les décideurs aborderont les priorités stratégiques énoncées dans le présent rapport dépendra de la situation de chaque pays. Les niveaux de développement, les dotations en ressources, les tendances dans l'utilisation efficace des ressources, l'impact de l'utilisation des ressources sur la

---

<sup>35</sup> Grâce à la richesse de ses ressources forestières et à sa volonté de les protéger, mais également compte tenu de son PIB relativement bas, le Bhoutan a pu déclarer qu'il ne contribuait pas aux émissions de carbone (qu'il émettait moins de carbone que l'utilisation de ses terres en absorbait), bien qu'il ait reconnu qu'il avait des difficultés à maintenir ce statut.

stimulation du progrès socio-économique, la vulnérabilité aux changements environnementaux, en particulier aux changements climatiques, ainsi que les opportunités qui se présentent, détermineront l'application de ces stratégies.

88. Dans les pays en développement de la région, en particulier ceux qui ont de sérieuses contraintes en ressources, il importe de mieux utiliser celles-ci pour répondre aux besoins de manière inclusive et pour accroître leur efficacité lorsque celles-ci sont en même temps limitées et mal utilisées. Un accès élargi aux énergies renouvelables et au développement infrastructurel durable sont des priorités importantes pour de nombreux pays, en particulier en Asie du Sud. Il faut donc que les pays à haut et moyen revenus redoublent d'efforts pour améliorer l'efficacité des ressources.

89. Surtout, notre avenir commun dépend de la trajectoire de la croissance et des modes de consommation des ressources de l'Asie et du Pacifique. L'avenir économique de la région, à son tour, dépend des marchés mondialisés de sorte que la coopération mondiale doit tenir compte des priorités de développement de cette région et reconnaître en celle-ci un partenaire égal. Les mesures de politique générale énoncées dans le présent rapport doivent converger dans une même direction, celle où les pays de la région agiront conformément à la nature et aux principes écologiques dont nous dépendons tous.

---